

1 – Certification, un bilan du chemin parcouru

Modéré par Yannick DeFrance, pôle aéroports, DSAC

Efforts et investissements des exploitants pour la certification
Olivier Sciara, Délégué sécurité, navigation aérienne et technique, UAF&FA

Un bilan de la certification à l'échelle européenne
Nicolas Turcot, chef de programme certification, pôle aéroports, DSAC

De nouvelles exigences, de nouveaux outils
Yannick DeFrance, chargé d'études surveillance, pôle aéroports, DSAC

Le programme de surveillance des aéroports par la DSAC
Brigitte Verdier, chef du pôle aéroports, DSAC

Bénéfices et attendus de la certification
Olivier Sciara, Délégué sécurité, navigation aérienne et technique, UAF&FA

Ministère de la Transition écologique et solidaire
www.developpement-durable.gouv.fr

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE

dgac

DSAC

La France, un cas pas si particulier en Europe, qui a nécessité un jeu collectif tant humain, qu'en terme d'investissement

- ✓ La certification a demandé un travail très important d'état des lieux (audit externe, ressources propres, recrutements)
- ✓ L'investissement humain a été placé au centre de ce changement de paradigme réglementaire:
 - repenser sa façon de travailler, donc un changement de culture a été nécessaire dans toutes les entreprises
 - dans la plupart des cas, il a été nécessaire d'adapter son organisation
 - la formation et le maintien de compétence ont été les points clés de ce changement
- ✓ Adapter les méthodes de travail a permis de limiter l'impact de ce changement :
 - par une mutualisation (procédures, méthodes, accords, analyse, création de guides)
 - des échanges (entre exploitants ou entre organisations)

Direction Générale de l'Aviation Civile
 Ministère de la Transition écologique et solidaire

➤ La certification a demandé de gros efforts d'investissements sur les aérodromes Français.

Un groupe de travail de l'UAF travaille sur les solutions et les mutualisations à mettre en oeuvre (ex mini site dédié)

➤ Les efforts d'investissements vont se poursuivre sur les prochaines années afin de lever les DAAD (Deviation Acceptance & Action Document) sur les aérodromes. Exemple avec l'aéroport de Roland Garros

Direction Générale de l'Aviation Civile
 Ministère de la Transition écologique et solidaire

Le coût global des aires de sécurité 15 M€

- Phase 1 – RESA 1,4 et 32 (03/05 ou 23/04/17)
- Phase 2 – RESA 1,2 (03/07 ou 21/07/17)
- Phase 3 – Port Saincte-Marie (10/07 ou 29/09/17)
- Phase 4 – Piste du Il d'aviel (02/10 ou 31/12/17)

Seuil 01 : respect observé de conditions : installation d'un 80 d'avant de 65 m et au 2. 08/02.

Seuil 02 : conforme : zone de stationnement, RESA de 200 m d'enceinte.

Seuil 03 : RESA conforme avec la règlementation : respect observé de conditions : installation d'un 80 d'avant de 65 m et au 2. 08/02.

Seuil 04 : zone de stationnement, côté port Saincte-Marie.

Direction Générale de l'Aviation Civile
 Ministère de la Transition écologique et solidaire

Les outils de la DSAC

Yannick DEFRANCE
 Chargé d'études surveillance,
 pôle Aéroport, DSAC

Direction Générale de l'Aviation Civile
 Ministère de la Transition écologique et solidaire

Séminaire sécurité des aérodromes 2019
 Les suites de la certification européenne
 PARIS, 10 NOVEMBRE 2019
 dgac

LES OUTILS

Diffusion de documents

Gestion de la surveillance

+ suivi des actions internes

Direction Générale de l'Aviation Civile
 Ministère de la Transition écologique et solidaire

SITE DU MINISTRE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

- Documents à destination des exploitants
 - Référentiels réglementaires
 - Modèles
 - Guides
- Concerne les aérodromes homologués et certifiés

Direction Générale de l'Aviation Civile
 Ministère de la Transition écologique et solidaire

GEODE : GESTION DE LA DOCUMENTATION ELECTRONIQUE

- Un site par processus de la DSAC
- Méthodes nationales
- Activité harmonisée par l'échelon central
- Archivage des documents liés à la surveillance des exploitants

Direction Générale de l'Aviation Civile
 Ministère de la Transition écologique et solidaire

Q-PULSE


- Suivi des actions internes (issus d'audits externes, internes ou de réunions de pilotage)
- Exemple : actions du PAC suite à l'inspection EASA

IDENTIFIANT	Titre	Date	Statut	Responsable	Statut	Date	Statut	Statut	Statut
20010101
20010102
20010103
20010104
20010105
20010106
20010107
20010108
20010109
20010110
20010111
20010112
20010113
20010114
20010115
20010116
20010117
20010118
20010119
20010120
20010121
20010122
20010123
20010124
20010125
20010126
20010127
20010128
20010129
20010130
20010131
20010132
20010133
20010134
20010135
20010136
20010137
20010138
20010139
20010140
20010141
20010142
20010143
20010144
20010145
20010146
20010147
20010148
20010149
20010150
20010151
20010152
20010153
20010154
20010155
20010156
20010157
20010158
20010159
20010160

Direction Générale de l'Aviation Civile
 Ministère de la Transition écologique et solidaire


Q-PULSE

- Suivi des programmes de surveillance de la DSAC
- Suivi des constatations notifiées aux exploitants et des PAC associés



Ministère de la Transition écologique et solidaire
 Direction Générale de l'Aviation Civile
 Ministère de la Transition écologique et solidaire

METEOR









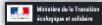



Plateforme d'échange unique et dématérialisée

- Pour le traitement des changements depuis juillet 2019 (lot 1) : aéroports certifiés
- Pour le traitement des audits et des constatations / plans d'actions correctives dès février 2019 (lot 2) : tous les aéroports

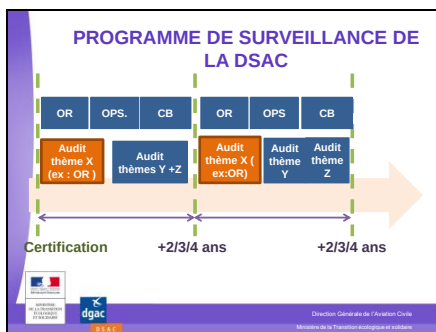
Ministère de la Transition écologique et solidaire
 Direction Générale de l'Aviation Civile
 Ministère de la Transition écologique et solidaire

METEOR

Remplacement des anciens outils pour un outil unique

Fonctionnalité	Outil Q3 2019	Outil Q1 2020
Traitement des dossiers		
Traitements des audits		
Traitement des constatations		
Diffusion de documents externes		
FAQ		

Ministère de la Transition écologique et solidaire
 Direction Générale de l'Aviation Civile
 Ministère de la Transition écologique et solidaire



A partir de la délivrance du certificat conformément au règlement 139/2014, l'autorité établit un programme de surveillance pour chaque exploitant d'aéroport afin de vérifier le respect continu de l'ensemble des exigences applicables. (ADR.AR.C005 et ADR.AR.C010)

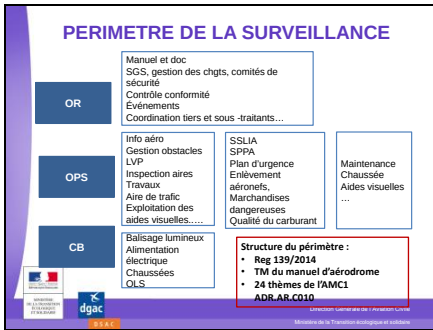
L'exploitant prévoit lui aussi son programme de surveillance interne de la conformité sur l'ensemble des exigences applicables.

La DSAC attribue à chaque exploitant un cycle de surveillance d'une durée de 2, 3 ou 4 ans, en fonction de sa performance de sécurité (en application de la surveillance basée sur les risques ou Risk Based Oversight, RBO).

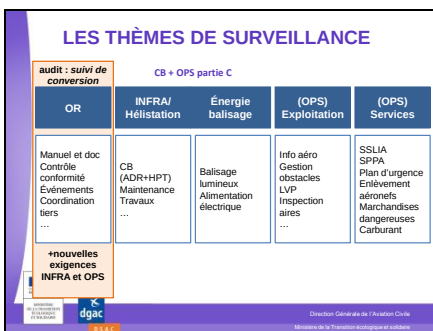
L'identification des risques permet pour chaque aéroport:

- de définir les cycles de surveillance et leur durée;
- de définir la nature des actions de surveillance réalisées dans le champ des exigences applicables à l'aéroport.

Au cours de ce cycle, l'ensemble des exigences est audité, typiquement par au moins un audit par domaine d'exigence.

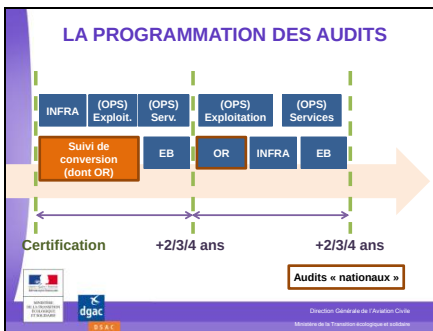


Le périmètre de ce programme doit couvrir l'ensemble des exigences, qui peuvent par exemple être structurées selon l'organisation du règlement 139/2014, ou selon la table des matières du manuel d'aérodrome (OR.E.005) ou encore selon les 24 thèmes fournis dans l'AMC1 ADR.AR.C.010.



La DSAC a fait le choix de conserver les 5 grands domaines de surveillance (+ hélistations), découpés en thèmes. Les thèmes d'audit étaient initialement les 24 de l'AMC1, mais sont désormais remplacés par des thèmes plus précis et plus cohérents avec le déroulement des actions de surveillance.

Ainsi, l'item "système électrique et aides visuelles" de l'AMC1 est associé à l'item relatif à la maintenance pour ces systèmes dans le domaine d'audit énergie Balisage.



La DSAC attribue à chaque exploitant un cycle de surveillance d'une durée de 2, 3 ou 4 ans, en fonction de sa performance de sécurité (en application de la surveillance basée sur les risques ou Risk Based Oversight, RBO).

Au cours de ce cycle, l'ensemble des thèmes est audité, typiquement par au moins un audit dans chaque domaine. Il peut y avoir plus d'un audit du même domaine si son périmètre est scindé, ou si un sujet nécessite une action de surveillance ciblée. A contrario, certains domaines peuvent être combinés en un même audit.

Certains audits sont dits "nationaux" : ils sont programmés par l'échelon central de la DSAC et comportent des auditeurs de différentes DSAC interrégionales à des fins d'harmonisation des pratiques.

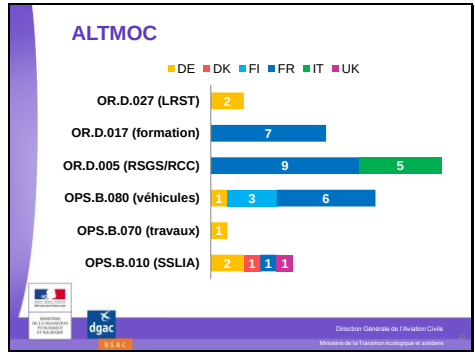
Bilan européen de la certification

Séminaire sécurité des aérodromes 2019
 Les suites de la certification européenne

Nicolas Turcot
 DSAC, pôle aérodromes

19 NOVEMBRE 2019
 dgac

Direction Générale de l'Aviation Civile
 Ministère de la Transition Écologique et Solidaire



MISE EN ŒUVRE : DES ENJEUX PARTAGÉS

- Gestion des changements
- Modification des CS
- Mise à jour de l'AIP
- Évaluation de l'effectif requis du personnel SSLIA

Direction Générale de l'Aviation Civile
 Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

Sources : <https://www.easa.europa.eu/easa-and-you/aerodromes>, mise à jour avril 2019

<https://www.easa.europa.eu/document-library/acceptable-means-compliance-amcs-and-alternative-means-compliance-altmoc>s (mise à jour novembre 2019) + sites des autorités nationales.

Bénéfices, et attendus de la certification

Séminaire sécurité des aéroports 2019
Les suites de la certification européenne

Olivier SCIARA
Délégué sécurité, navigation aérienne et technique
UAF & FA

Direction Générale de l'Aviation Civile
Ministère de la Transition écologique et solidaire

➤ Bénéfices de la certification pour les exploitants d'aéroports

- ✓ la certification a permis de clarifier les **rôles et responsabilités** des parties prenantes (avec le prestataire de service de navigation aérienne, les assistants en escale, services tiers de l'Etat, l'autorité de surveillance et les compagnies aériennes)
- ✓ La clarification des rôles a conduit à une **meilleure coordination opérationnelle** avec les acteurs de terrain (assistants en escale, transporteurs)
- ✓ une réglementation basée sur les risques a conduit à focaliser ses actions sur les points sur lesquels concentrer ses efforts, et ainsi à **optimiser ses ressources**. La certification a permis d'allouer des ressources dédiées à la sécurité.

Direction Générale de l'Aviation Civile
Ministère de la Transition écologique et solidaire

➤ Autres bénéfices

- ✓ permettre aux exploitants aéroportuaires de renforcer leur image et de devenir un acteur qui compte dans le transport aérien.
- ✓ fédérer d'un projet commun (la certification) a permis de mieux connaître son organisation et optimiser son fonctionnement (en y impliquant ses équipes opérationnelles)
- ✓ mieux se préparer à une situation dégradée (situation d'urgence, évènement météorologique)

Direction Générale de l'Aviation Civile
Ministère de la Transition écologique et solidaire

➤ Bénéfices encore attendus par la profession

- ✓ une **meilleure prise en compte des souplesses** proposée par la réglementation afin de clarifier et simplifier les règles
- ✓ Une harmonisation et une simplification des règles de l'UE dans les domaines où il y a superposition des textes (information aéronautique)
- ✓ une **meilleure prise en compte du principe de PRB « Performance Based Regulation »**. Le coût d'investissement versus bénéfice attendu doit continuer à guider les travaux de l'AESA (l'exemple récent de la tâche réglementaire RWY SAFETY montre le contraire)
- ✓ L'industrie, en particulier les aéroports, souhaite **être mieux impliquée** dans les évolutions réglementaires. Le circuit d'adoption des textes appelé actes délégués (NBR) inquiète les exploitants (la Commission peut légiférer sans tâche réglementaire).

Direction Générale de l'Aviation Civile
Ministère de la Transition écologique et solidaire